

# La population de Gaza dans le collimateur

## Application du droit international !

**Participant et orateur lors de la grande manifestation à Berne du 10 janvier 2009, Raji Sourani, directeur du PCHR (Palestinian Center for Human Rights) à Gaza, a fourni à cette occasion le texte que nous publions ci-dessous.**

Je suis Palestinien, j'ai 55 ans et depuis 41 ans je vis sous l'occupation israélienne. Depuis 31 ans je suis avocat et militant pour la défense des droits humains. Ces dernières semaines ont été les plus sanglantes de notre histoire. Au premier jour de l'agression, en quelques heures 192 personnes ont été tuées et des centaines d'autres ont été blessées. A ce jour, plus de 900 vies humaines ont été éteintes et parmi les milliers de blessés, il y a beaucoup de blessés graves qui sont voués à la mort s'ils ne reçoivent pas rapidement les soins adéquats. La population civile est lourdement traumatisée et il n'y a plus de refuges sûrs pour les civils.

### **D'abord le siège, puis l'agression**

Nous ne connaissons pas encore les vrais chiffres des mort-e-s et des blessé-e-s parce qu'après les frappes sur les postes de défense civile et sur les permanences sanitaires beaucoup de gens n'ont pas pu être évacués. Il y en a ensevelis sous les décombres qu'on n'a pas encore trouvés. A Zeitoun, un quartier de Gaza, on a trouvé (le 7 janvier) 47 mort-e-s, cinq jours après qu'ils-elles aient perdu la vie lors d'une attaque à la grenade contre leur maison. Dans les zones-frontière il est probable que beaucoup de gens aient été tués sans qu'on l'ait appris. Entre 90 et 95% des personnes tuées et blessées sont des civil-e-s puisque les cibles des Israéliens sont des installations civiles: maisons d'habitation, mosquées, universités, ponts. Cette guerre est obscène.

Mais les 1,7 millions d'habitant-e-s de la bande de Gaza étaient soumis à un siège criminel déjà avant le début de cette guerre. Ces deux dernières années, avec son blocus, Israël a suffoqué la vie économique et sociale dans la bande de Gaza. Les personnes et les marchandises n'arrivaient presque plus à entrer ou à sortir. Des patients atteints de cancer nécessitant des chimiothérapies, des étudiant-e-s qui devaient se rendre à leurs écoles et Universités, des commerçant-e-s qui voulaient s'occuper de leurs affaires, tous ont été bloqués. Nous n'avions plus d'électricité, pas d'essence, pas de médicaments. Les uns après les autres, presque tous les 900 établissements industriels de la bande de Gaza ont dû fermer, les écoles et le système de santé étaient au bord de l'effondrement. Les gens n'avaient plus qu'une obsession: trouver de la farine et d'autres denrées alimentaires essentielles. On a subi un étranglement économique et social sans précédent. Et en plus il y avait toujours de nouvelles agressions, bombardements, incursions de soldats.

Lorsque les dirigeants du Hamas ont accepté une trêve il y a six mois, il s'agissait pour eux principalement d'améliorer les conditions de vie de la population qui subissait le poids principal du Blocus. Le Hamas lui même n'était pratiquement pas affecté par le siège puisqu'il contrôle bien la situation et se renforçait même grâce au siège, gagnant des sympathies auprès de la population. On en est arrivé à la guerre parce qu'Israël n'a pas levé le blocus de la Bande de Gaza, malgré l'accord sur la trêve. Rien n'a changé dans les faits: il n'y a eu aucune amélioration ni pour la liberté de déplacement des personnes, ni pour les importations et exportations de marchandises.

## **La justification inacceptable d'Israël**

Il n'est pas du ressort d'une organisation de défense des droits humains de justifier les organisations politiques. Notre organisation n'a pas pour tâche la défense du Hamas. Eux, ce sont des combattants, ils entrent en guerre et en paient le prix. Si Israël veut arrêter les combattants du Hamas et détruire leur organisation, il peut essayer de le faire. Mais cela ne lui donne pas le droit de prendre les civils pour cible. Notre tâche, c'est de défendre la population palestinienne et d'exiger sa protection. Et dans l'actuelle guerre d'usure la population civile est la cible réelle des attaques.

Mon évaluation est que lors des premières 72 heures extrêmement meurtrières et destructrices de cette guerre, Israël a essayé de détruire l'organisation et la direction politique du Hamas. Les dirigeants israéliens croyaient que cela ferait cesser les tirs de roquettes et déclencherait une révolte de la population contre le Hamas. Mais cela n'a pratiquement pas affaibli celui-ci. On ne voit pratiquement pas d'hommes armés dans les rues et pourtant la sécurité est entièrement sous leur contrôle. Les dirigeants du Hamas ne sont ni paranoïaques ni confus, au contraire, ils agissent de manière calme et réfléchie. Surtout, ils jouissent de la sympathie et de l'appui de la population parce que les gens savent que cette agression est injuste.

La quatrième Convention de Genève pour la protection de la population civile n'a pas été créée pour les Palestiniens. Elle a été créée après la Deuxième guerre mondiale et l'Holocauste parce qu'un nombre si grand de personnes avaient payé cette guerre de leur vie. Le droit international doit être appliqué en tout temps. Même lorsque des combattants se trouvent parmi la population civile, celle-ci ne doit pas être punie pour cette raison. L'argument d'Israël, selon lequel il frappe des civils parce qu'il se trouvent mélangés à des combattants, n'en est pas un, c'est juste un prétexte bon marché.

En effet, pour Israël, l'enjeu ce n'est pas le Hamas, mais bien le peuple palestinien dans sa totalité. Comment expliquer autrement le comportement des Israéliens en Cisjordanie, alors qu'ils mènent en même temps des négociations avec le Président Abbas? Comment expliquer autrement le nettoyage ethnique et la judaïsation de Jérusalem, l'élargissement et la fondation de nouvelles colonies, la construction du Mur et les plus que 600 barrages en Cisjordanie? Ces mesures étranglent la vie économique et sociale en Cisjordanie et des dizaines de milliers de Palestiniens sont chassés une nouvelle fois de leurs domiciles. Tous les jours des soldats attaquent des villages et des villes, démolissent des maisons, tuent des personnes ou les emprisonnent. Israël a 12 000 prisonniers palestiniens, parmi lesquels 38 membres du Parlement. Après 15 années de soi-disant «processus de paix», nous vivons dans un régime d'Apartheid en Cisjordanie et à Gaza qui n'amène que la pauvreté, la mort et la destruction.

Aujourd'hui la Palestine est soumise à la loi de la jungle, qui n'a rien à voir avec le droit international. Y a-t-il un sang sacré et protégé et un autre qui ne l'est pas et qui peut être versé impunément? Des crimes sont commis tous les jours en Palestine, et ils sont montrés à la télévision. Personne ne peut affirmer de ne pas avoir su. Malgré cela ces crimes restent impunis. L'Europe se tait et ne fait rien. Au contraire, l'UE vient de rehausser ses relations avec Israël. Nous attendons de la communauté internationale qu'elle impose un cessez-le-feu immédiat, la fin du siège, une protection internationale pour la population civile et une enquête sur les crimes commis. C'est là une obligation pour tous les Etats signataires des Conventions de Genève et en premier lieu de la Suisse en tant qu'Etat dépositaire.

Raji Sourani

*Texte publié par la Neue Zürcher Zeitung le 14.1.09, trad. Tobia Schnebli*